

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Marie-Madeleine Mborantsuo :

«La pandémie de Covid-19, les importantes réformes opérées, notamment la refonte du Code pénal et la révision constitutionnelle qui vient de s'achever constituent, chacun, des sujets majeurs qui méritent toute notre attention».

Me Séraphin Ndaot-Rembogo, président du Conseil national de la démocratie :

«(...) Depuis cinq ans l'enveloppe budgétaire allouée au Conseil n'est plus en mesure de financer l'organisation d'une session. Nous ne cessons de le déplorer, à chaque séance d'ouverture de nos travaux, au point même que certains parlent de pleurnicherie du président du CND».

Clay-Martial Obame-Akwe, porte-parole de la commission ad-hoc paritaire provisoire des partis membres du CND :

«La crise du Covid-19 a révélé des insuffisances dans la protection de notre population et ravivé la colère des Gabonais. La crise est profonde, elle divise. Ses origines nous les connaissons tous et nous en sommes conscients. C'est pourquoi nous devons éviter son enlèvement».

Pr Marielle Bouyou-Akotet, présidente du Comité scientifique du Copil :

«Si on regarde un peu ce qui se passe dans les autres pays, on se rend compte que le taux de contamination reste en plateau plus comme si on était au cours de la première vague, au cours de laquelle le plateau était plutôt au niveau des contaminations basses».

Andrew Gwodog, président de la Fédération gabonaise des sociétés d'assurance (Fégassa) :

«La Covid-19 étant une pandémie qui touche l'humain avec pour conséquence ultime le décès, la perte d'emploi, la baisse des revenus, cela a amené nos clients à prendre beaucoup plus de précaution, et être prévoyants en souscrivant des contrats d'assurance-vie».

Joëlle Ondo-Ella, président de l'Union du personnel de santé et assimilés (Upsa) :

«La vaccination est un moyen de prévention, et elle doit d'abord viser ceux qui sont en première ligne dans le combat du Covid, parmi eux le personnel de santé».

Rassemblées par Y.F.I

Quid de la fameuse "paix des braves" ?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

ON en sait désormais un peu plus sur la "paix des braves". Une idée agitée depuis un moment par le secrétaire général du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga. Vendredi dernier, ce dernier n'a pas manqué de s'appesantir sur ledit concept à la faveur d'un exposé intitulé "Paix des braves soutenue par un contrat social", au Conseil national de la démocratie (CND), qui tient actuellement sa première session ordinaire de l'année.

L'orateur du jour estime que le dialogue constitue une "marque de fabrique" du Gabon. "Depuis la nuit des temps, les Gabonais ont toujours surmonté leurs différends par le dialogue, la tolérance pour la recherche de la paix qui est un bien commun, au même titre que notre chère Patrie le Gabon", a-t-il affirmé. Il en veut pour preuve la Conférence nationale, "les Accords de Paris", "les Accords d'Arambo", "le dialogue politique d'Angondjé", pour ne



Guy-Christian Mavioga soutient que la «Paix des braves» s'impose.

citer que ces exemples.

Droit dans ses bottes, le leader du BDC estime que l'actuelle tension politico-sociale exacerbée par la pandémie mondiale, le Covid-19, n'augure rien de bon. "Aujourd'hui, notre pays traverse plusieurs crises qui mettent à mal la quiétude de tous les Gabonais sans discrimination aucune. Outre la crise du coronavirus,

ceux qui savent lire les signes du temps, n'excluent pas des zones de turbulence encore plus aiguës capables de nous faire regretter à tous, notre existence". Pour éviter le pire, il propose, donc, "une paix des braves soutenue fortement par un contrat social ou pacte social".

Avant de préciser : "Ce n'est donc pas la même chose qu'en 1994,

et même si c'était le cas ? Les savants de ce monde ne peuvent pas nous démentir. La répétition est la mère de la science. Notre corps social doit être, en tout temps, notre priorité. Nous devons donc avoir le courage d'agir ensemble pour corriger les fractures sociales aiguës au bénéfice de la cohésion sociale et de la cohésion nationale".

La Semaine Lourde responsabilité !

L'ACTUALITE de ces sept derniers jours a surtout été marquée par la rentrée solennelle de la Cour constitutionnelle, et la session ordinaire du Conseil national de la Démocratie (CND).

N'ayant pu se tenir en janvier dernier comme le veulent les textes, la rentrée solennelle de la Cour constitutionnelle a finalement eu lieu jeudi. On retiendra de cette manifestation, l'allocution du président de ladite institution, Marie-Madeleine Mborantsuo.

Parmi les temps forts de son discours, on soulignera la satisfaction de l'institution suite à la prise en compte, dans le nouveau Code pénal, de ses préconisations. Tout comme elle a salué la récente révision constitutionnelle, en insistant sur les aspects liés à la responsabilité pénale du chef de l'État après l'exercice de ses fonctions ; l'instauration d'une seule session ordinaire du Parlement et surtout l'organisation de l'intérim du chef de l'État en cas de vacance de pouvoir ou d'indisponibilité temporaire

de ce dernier.

Notons ce passage de l'intervention du président de la Cour constitutionnelle qui, sans doute, suscitera moult interprétations et autres commentaires : "Au regard des évolutions constitutionnelles susmentionnées, nous voulons croire, en cette nouvelle année, que notre Nation saura faire vivre notre Constitution et les grandes réformes qu'elle porte, tout comme les citoyens pourront tirer bénéfice d'un droit à la sûreté que nous offre le constituant".

Sur la session du CND qui s'est ouverte mercredi, nous ne reviendrons pas sur les regrets et autres dénonciations du président de cette institution qui, manifestement, fait l'objet d'un véritable mépris de la part des décideurs. Mais sur ce que l'on peut appeler l'"interpellation" de ce même président par le secrétaire général du BDC. Ce dernier lui demande de s'approprier le projet de "la paix des braves" qu'il prône, avec désormais 60 autres partis politiques membres du CND. Il

s'agit pour lui de défendre ledit projet pour "sauver le Gabon avec toutes les forces vives de la Nation (gouvernement, Parlement, société civile, syndicats, confessions religieuses, etc.)".

Et voici Séraphin Ndaot-Rembogo mis devant une lourde responsabilité. Quelle peut être sa marge de manœuvre, quand on sait que l'idée même suscite des résistances dans certains milieux politiques et pas des moindres ? Même si, entre-temps, le directeur du Centre d'études politiques du PDG, a publié chez plusieurs confrères une tribune libre sur la différence entre l'adversité et l'inimitié en politique.

Tout en relevant les désastres causés par l'inimitié en politique, Richard Ekazama recommande aux hommes politiques le dialogue. À qui s'adresse-t-il ? Et qu'en pense-t-on au sein du PDG, sa propre famille politique ?

ONDOUBA'NTSIBAH